



PROGRAMME
EUROPE,
STRATÉGIE &
SÉCURITÉ

SORTONS L'UNION EUROPÉENNE DE LA SOUMISSION

Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS,
avocat au barreau de Bruxelles

Septembre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Frédéric Mauro / Chercheur associé à l'IRIS, avocat au barreau de Bruxelles,

Frédéric Mauro est chercheur associé à l'IRIS, avocat au barreau de Bruxelles, spécialiste des questions de défense européenne. Il est l'auteur de plusieurs rapports pour la Commission européenne et le Parlement européen, dont le futur de la recherche de défense européenne, la coopération structurée permanente, le Livre blanc de défense européen et la planification de défense.



PROGRAMME
**EUROPE,
STRATÉGIE &
SÉCURITÉ**

Sous la direction de Federico Santopinto, directeur de recherche à l'IRIS, le programme Europe, Stratégie, Sécurité s'attache à décrypter les mutations de l'Europe et de son environnement régional sur le plan politique et stratégique. Reconnu pour son expertise tant au niveau national qu'international, l'IRIS est partenaire et coordinateur de projets internationaux avec les principaux centres de recherche en Europe, qui permettent à l'Institut de tisser des liens forts avec les décideurs

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

En ce moment crucial pour l'avenir de l'Union européenne (UE), les analyses abondent sur la soumission de l'Europe aux diktats américains, sur son impotence militaire et sur le « siècle d'humiliation » qui s'ouvre à elle. De fait, le constat est accablant.

L'UNION EUROPÉENNE EST DEVENUE GÉOPOLITIQUEMENT INSIGNIFIANTE

Premièrement, les États-Unis sont dirigés par un despote peu éclairé, maladivement égocentré et totalement corrompu, une sorte de Caligula des temps modernes qui démantèle pièce par pièce tout ce qui faisait l'essence même des États-Unis, son « exceptionnalisme ». Tout y passe : à l'intérieur, l'indépendance des juges et celle des médias, les pouvoirs du Congrès, la liberté d'expression, les libertés académiques, et même la science la plus établie. À l'extérieur, les alliances et l'accueil à bras ouvert des cerveaux du monde entier, c'est fini. L'argent est le seul Dieu, Donald Trump son pontife et le bureau ovale sa cour. La République américaine n'est plus. Elle a cédé la place à un Empire, mais cet Empire est décadent et se meurt ; la Chine a gagné et avec elle la Russie, la Corée du Nord et quelques autres affidés.

Deuxièmement, les États-Unis d'Amérique ne sont plus déterminés à protéger l'Europe. Ils veulent non seulement que les Européens leur paient tribut et financent leur déficit abyssal, ce qui était déjà le cas auparavant, mais aussi qu'ils renoncent à leurs lois, à leurs valeurs et à leurs intérêts. Nous sommes passés d'un protectorat qui ne disait pas son nom à une vassalisation pure et simple. Ni alliée, ni amie, mais de plus en plus alignée, l'Union européenne est devenue une province de l'Empire américain. Tout cela parce qu'elle n'a pas su ou pas voulu développer sa puissance militaire à côté de sa puissance économique et monétaire.

Troisièmement, les dictateurs du monde entier unissent leurs forces. Ils tiennent congrès sur congrès et montrent leurs muscles à force de défilés militaires. Les tentatives de la Chine et de la Russie pour pénétrer les États européens et leurs entreprises et s'ingérer dans leurs affaires sont encore pires que celles des États-Unis. Ces pays forment un ensemble hétérogène, mais une chose les unit : leur haine de « l'Occident ». Ils poussent activement à sa disparition, alors même que le principal artisan de cette disparition de cet Occident synonyme de « monde libre » n'est autre que celui qui est supposé en être le « leader ».

Enfin, le seul secours que peuvent espérer les Européens réside dans leur unité. Comme l'a déclaré le chef d'état-major des armées françaises, le général Thierry Burkhard : « Dans le monde de demain, la solidarité stratégique qui doit unir les Européens doit être très, très

forte. Il n'y a pas de pays en Europe qui pèse tout seul ». Et d'ajouter : « Ce n'est pas quelque chose qui se veut contre les États-Unis, ni même d'ailleurs contre la Russie, il s'agit plutôt d'avoir la taille critique pour peser dans le monde et ne pas se faire vendre à la découpe.¹ ». Les citoyens européens ne s'y trompent guère. Selon le dernier Eurobaromètre d'août 2025, neuf Européens sur dix attendent des États membres qu'ils s'unissent davantage pour faire face aux enjeux mondiaux actuels (90%), la plupart estiment que l'UE a besoin de plus de moyens pour s'imposer dans un contexte géopolitique en mutation rapide (77%).

Il n'y a donc guère que les imbéciles, les corrompus ou les trafiquants de mensonges et de peurs pour penser qu'une défense construite sur des bases exclusivement nationales nous mettrait à l'abri d'un conflit majeur ou d'un chantage commercial. Depuis le traité de Maastricht en 1992, « l'Europe de la défense », expression détestable qui ne veut rien dire, n'a produit aucune capacité opérationnelle, ni pour projeter un corps expéditionnaire en Afrique ni pour défendre le territoire européen. Elle n'a pas davantage réussi à unir les industries d'armement européennes dans une base technologique et industrielle commune. Les États européens soi-disant « assis dans le siège du conducteur » s'avèrent incapables d'envoyer ne serait-ce que trente mille hommes en Ukraine sans s'en remettre au bon vouloir du président américain. Il est temps d'arrêter cette folie !

Dans ces conditions, la seule question qui vaille est : « que faire ? » Ou pour paraphraser le sous-titre éponyme du livre de Lénine: « questions brûlantes pour le mouvement européen ».

TOUTE LA QUESTION EST DE SAVOIR COMMENT SORTIR DE LA SPIRALE DE L'HUMILIATION ?

Le problème majeur de l'Union tient au fait qu'elle n'a pas su construire une politique étrangère et de défense intégrée, à côté et en support de sa politique économique et monétaire. Or les deux doivent marcher du même pas, comme un homme sur ses deux jambes.

Si les Européens sont aujourd'hui contraints d'accepter les diktats de Donald Trump, c'est bien parce qu'ils ont peur que le président américain interrompe son soutien à l'Ukraine qui est leur ligne de front contre l'ogre russe, prédateur, criminel et voyou.

Mais la peur n'est pas une stratégie. L'Union ne pourra rester une puissance commerciale et monétaire si elle ne devient pas militairement et diplomatiquement autonome. Et elle ne le

¹ Interview donnée à *Libération* et à *Politico* le 29 août 2025.

deviendra que si elle réforme sa gouvernance dans ces domaines. Toute la question est de savoir comment ?

La première solution, la plus simple, serait d'exploiter le plein potentiel des traités actuels pour passer de l'unanimité à la majorité qualifiée dans les domaines des affaires étrangères et de la défense. Des articles du traité de l'Union européenne prévoient explicitement cette possibilité. Mais, hélas, il faut l'unanimité pour passer à la majorité qualifiée. Autant dire que cela n'a aucune chance d'arriver.

La deuxième solution serait de modifier lesdits traités. Pour ce faire, il conviendrait de convoquer une conférence intergouvernementale. Mais encore faut-il que le Conseil européen, statuant cette fois-ci à la majorité simple, le veuille, et que les Parlements nationaux, ou les citoyens par voie référendaire, ratifient la révision. Jusqu'à présent, et en dépit du succès de la conférence sur l'avenir de l'Europe de 2022 destinée à préparer une telle conférence, le Conseil européen n'a pas jugé opportun d'enclencher un processus de révision des traités. Cela parce que l'échec des référendums français et néerlandais de 2004 est encore dans toutes les mémoires. Personne n'ose donc emprunter cette voie pour le moment.

La troisième voie que l'on peut envisager serait celle d'une « Eurozone de défense », expression utilisée par le groupe de travail de Michel Barnier sur la défense lors de la préparation du traité établissant une constitution pour l'Europe 2002-2003, ou d'un « Eurogroupe de défense » (rapport du Sénat français en 2012 « pour en finir avec l'Europe de la défense – vers une authentique défense européenne ») ou encore d'une « Union européenne de défense » telle que préconisée par Ursula Von der Leyen, dans son discours-programme de juillet 2024 devant le Parlement européen.

Quel que soit le nom qu'on lui donne, il s'agirait pour les États européens qui le veulent (et seulement ceux-là) de constituer ensemble, en dehors des traités actuels, une capacité opérationnelle d'action qui serait mise à la disposition d'une chaîne de commandement politique, diplomatique et militaire robuste. Cette Union de défense devrait comprendre un développement commun des catalyseurs stratégiques les plus importants et de leurs procédures d'acquisition, une harmonisation des cycles budgétaires nationaux sur le moyen terme ainsi qu'un gros travail d'interopérabilité des forces au travers d'un commandement et contrôle commun (C2). Tout cela aurait déjà dû être mis en place dès 2011 après le vote du traité de Lisbonne dans le cadre de la coopération structurée permanente, mais ne l'a pas été. Si elle était mise en place, une telle capacité, à la fois décisionnelle et opérationnelle, pourrait constituer cet introuvable « pilier européen de l'OTAN » dont on parle tant, mais qu'on ne voit

jamais venir. On pourra alors commencer à parler sérieusement de dissuasion nucléaire européenne étendue.

Cette voie est la plus praticable et l'on peut penser que l'actuelle « coalition des volontaires » pour l'Ukraine en est une préfiguration. Mais il faudrait, pour que cette coalition soit féconde, qu'elle repose sur une base « permanente » et « structurée », c'est-à-dire conclue « pour longtemps » et à même de produire des effets de structure... En d'autres termes, qu'elle engendre une instance capable de décider de la paix, de la guerre et des voies et moyens de les conduire. Pour l'instant, aucun dirigeant européen ne l'envisage et l'on continue d'empiler les traités de défense bilatéraux entre Européens aussi inutiles qu'inféconds.

Alors la question lancinante se repose : que faire, à part gémir sur notre impuissance ?

La solution pourrait être de replonger à la source de la construction européenne, à savoir l'établissement d'une « Fédération européenne » telle qu'imaginée par Robert Schuman dans sa célèbre déclaration du 9 mai 1950. C'est assurément un combat difficile, mais qui mérite mieux que des haussements d'épaules et des sourires entendus. Il nous faut briser le carcan d'airain du conformisme et oser dire tout haut ce que la raison commande tout bas. Au demeurant, si les mesures préconisées par les rapports de Mario Draghi et d'Enrico Letta ne sont pas mises en œuvre c'est bien parce qu'il n'existe pas de capacité décisionnelle européenne capable de le faire et qu'une fois de plus on s'en remet à la bonne volonté des États membres... Autant croiser les doigts et brûler des cierges.

Cette fédération européenne, ces « États-Unis d'Europe » dont avait rêvé Victor Hugo, n'advient pas par dissimulation, à bas bruit et à petits pas. Ne répétons pas les erreurs du « traité établissant une constitution pour l'Europe » de 2004 qui n'établissait aucune constitution, mais se contentait d'agrèger les traités antérieurs avec de modestes avancées et dont l'échec a bien failli emporter l'Union tant la campagne pour son adoption a été bâclée, particulièrement en France.

Si elle doit advenir, cette fédération européenne doit le faire dans la clarté du consentement de ses citoyens et non grâce à des feintes de dirigeants européens trop empêtrés dans leurs luttes de pouvoir, trop prudents pour oser ou ne voulant rien céder du pouvoir illusoire qu'ils croient encore le leur. L'idée doit d'abord être poussée par une avant-garde citoyenne, comme l'ont été avant elle la protection de l'environnement ou celle des droits des minorités.

Cela prendra du temps, car l'idée du fédéralisme est encore minoritaire et peu sont ceux qui ont le courage de la défendre tels un Guy Verhofstadt ou un Josep Borrell². Mais ne nous y trompons pas, le monde est dirigé par les idées, les plus nobles comme les plus ignobles. Faisons en sorte que cette belle idée reprenne force et vigueur et qu'elle triomphe dans le long terme.

² Déclaration de l'Union des fédéralistes européens (UEF) et du Conseil italien du mouvement européen (CIME), signée sur l'île de Ventotene le 30 août 2025.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
EUROPE,
STRATÉGIE &
SÉCURITÉ



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRISup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.